

Quelle autre économie après le capitalisme ?

Un essai de [Léon Régent](#) pour clarifier ce qui semble complexe

Table des matières

Préambule.....	2
Comprendre le système actuel.....	3
A. La création monétaire ex nihilo.....	3
B. Le commerce.....	4
C. La dette des États.....	5
D. Les flux purement financiers (flux "2").....	6
E. Les inégalités.....	6
F. La croissance.....	7
G. Qu'est-ce qu'un salaire juste ?.....	7
H. Le troc.....	8
I. Au niveau international.....	9
J. L'énergie.....	9
Comment réduire les dettes souveraines ?.....	11
Rêver un impossible rêve.....	12
Une société nouvelle en 2030.....	13
A. Des États sans dette.....	13
B. Un revenu universel de base.....	13
C. Moins d'écart entre riches et pauvres.....	14
D. Développer la gratuité.....	14
E. Inciter à la tempérance écologique.....	14
F. Simplifier le maquis législatif et réglementaire.....	14
Sortir de la crise aujourd'hui.....	15
A. Réduire puis annuler la dette.....	15
B. Supprimer les paradis fiscaux.....	15
C. Limiter la spéculation.....	15
D. Mise en place du revenu universel de base.....	16
E. Freiner la publicité.....	16
Conclusion.....	17
Annexe 1 : la Théorie Relative de la Monnaie (TRM 2.0 de Stéphane Laborde).....	18
Annexe 2 : comprendre la création monétaire par le bilan d'une banque.....	19
Annexe 4 : objections.....	21
A. Vrais préjugés et faux axiomes.....	22

La première version de ce texte date du 20 avril 2012.

En août 2014, je découvre une remarquable vidéo de 2h de Gabriel Rabhi (fils de Pierre Rabhi) sur la création monétaire (voir <http://www.inter-agir.fr/>).

Préambule

Tous les signaux vont dans le même sens : nous devons passer d'une société inégalitaire d'abondance qui vit ses derniers jours à une société de tempérance solidaire. Et donc, remplacer le système financier actuel, malade, par un autre qui soit au service de cet objectif.

On trouve couramment deux types d'analyses :

1. Celles des économistes formés dans le système (et souvent payés par lui). Leur mathématique, inaccessible au commun des mortels, tente de modéliser l'homme. Les politiques, qui n'ont pour la plupart ni la formation, ni le temps nécessaire pour les comprendre, se laissent tenter par ceux d'entre eux qui affirment que des réglages techniques permettront de résoudre la crise sans austérité.
2. Celles d'amateurs qui ré-inventent le monde avec des idées simplistes et souvent démagogiques. C'est du type : "Y a qu'à se passer des banques privées, les États vont trouver gratuitement auprès de la BCE tout l'argent qu'il leur faut". Ou encore "c'est la faute aux banquiers, aux spéculateurs, c'est à eux de payer".

Un meilleur dialogue entre les uns et les autres est nécessaire pour proposer un ou des scénarios compréhensibles et sérieux pour construire une nouvelle économie. Il est malsain d'exclure les citoyens de ce débat au motif, largement exagéré par ceux qui cultivent l'opacité, qu'il est complexe.

Les pages qui suivent tentent de dresser un tableau d'ensemble simple mais n'omettant pas les réalités gênantes – celles qui semblent rendre toute solution impossible. Et ensuite, de proposer un cap.

Elles reprennent, sous une autre forme, une partie du site <https://leonregent.fr/>.

Elles sont complétées par deux autres documents :

- Une analyse des écrits 2012 de Gaël Giraud, économiste. Voir : [20PropositionsReformeCapitalisme.pdf](#) (14 pages).
- Une étude du financement d'un "revenu de base" ([Revenu de Base.pdf](#) 100 pages). Il pourrait être le point de départ d'une nouvelle société.

Comprendre le système actuel

A. La création monétaire ex nihilo

En 1944 à Bretton Woods, le Gold-Exchange Standard a été mis en place. Le dollar, indexé sur l'or, est devenu la monnaie de référence mondiale.

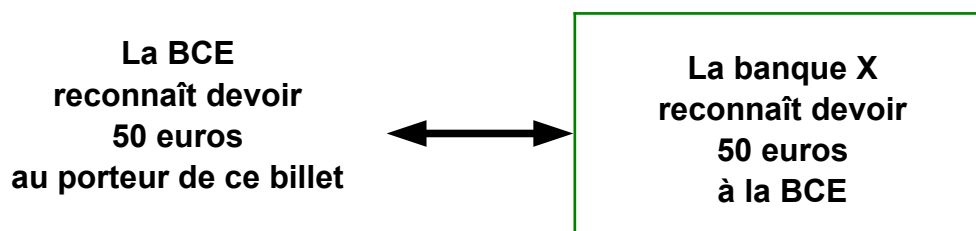
Sous l'influence de Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976 et inspirateur du libéralisme, Nixon abandonne la convertibilité or du dollar en 1971. Les taux de change deviennent flottants... et le statut privilégié du dollar permet aux États-Unis de s'endetter sans limite.

On ne peut guère imaginer revenir aux rigidités de l'étalon or : l'or ne circule pas électroniquement.

La monnaie actuelle ne repose sur rien d'autre que la confiance, on l'appelle fiduciaire (fides = foi).

Si A et B reconnaissent une dette ("A doit 100 fifrelins à B"), ils créent de l'argent (100 fifrelins "d'argent-dette"). Mais cette monnaie, non reconnue comme telle par tous, ne peut pas circuler¹.

Si la BCE donne des euros à une banque privée en échange d'une reconnaissance de dette, elle crée des euros (masse monétaire M0). Cette monnaie inspire confiance, elle peut circuler.



La reconnaissance de dette peut être matérialisée par des billets ou des pièces ; mais pour la plus grosse part, il ne s'agit que d'écritures comptables, c'est à dire de monnaie "scripturale". Ces écritures sont informatiques, instantanées.

Le prêt porte intérêt. La BCE fait évoluer le "taux directeur" à la baisse pour relancer l'économie ou à la hausse pour réduire le risque d'inflation. Actuellement, ce taux est quasi nul, le potentiomètre est au minimum et n'agit donc plus.

Depuis 1974 en France et ensuite par le traité de Lisbonne (article 123), la banque centrale ne prête pas directement aux États, pour éviter la tentation politique de "faire tourner la planche à billets", génératrice d'inflation. Les États qui veulent s'endetter ne peuvent le faire qu'auprès des banques privées. Voir un [article de Gaël Giraud](#) sur le retour au monopole public de création de la monnaie.

Les banques peuvent à leur tour créer de la monnaie en prêtant beaucoup plus que ce qui leur a été donné par la BCE. Des limites leur sont toutefois imposées. C'est le système des "réserves fractionnaires". La monnaie en circulation, soit dans les comptes à vue (M1), soit en épargne sûre (M2, M3) est 10 fois supérieure à M0. S'il y a risque de panique des déposants réclamant tous en même temps leur avoir, la BCE est censée durcir ces limites.²

Tout l'argent que "possèdent" les uns (toute la "masse monétaire") correspond à des dettes que reconnaissent les autres. On comprend l'essentiel avec l'équation simple :

$$\text{masse monétaire} = \text{créance des uns} = \text{dette des autres}$$

¹ Une banque suisse a créé en 1934 une monnaie, le wir, qui a la valeur du franc suisse. 20 % des PME suisses l'utilisent encore aujourd'hui dans leurs échanges entre elles (marché captif, le wir n'est pas échangeable contre des francs suisses)

² Aujourd'hui, les banques prêtent moins qu'autorisé

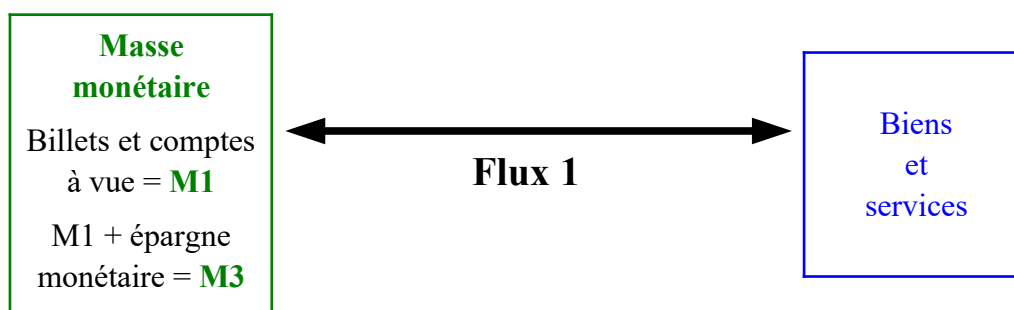
L'argent en dépôt dont la banque garantit la disponibilité à ses clients (le crédit de leurs comptes) correspond à des reconnaissances de dettes de la BCE, mais surtout d'autres clients, particuliers, entreprises ou États. Si ces autres clients font défaut et mettent la banque en faillite, l'argent en dépôt se révélera être une promesse non tenable.

Les conséquences de cette équation sont tellement redoutables qu'elle est oubliée, consciemment ou pas, dans la plupart des discours politiques : on aimerait réduire la dette sans toucher aux bas de laine...

Il y a pire. Comment les emprunteurs peuvent-ils rembourser capital + intérêts, c'est à dire plus que ce qu'ils ont reçu ? Ce n'est possible que grâce à l'argent mis en circulation par de nouveaux prêts.

Si le flux des nouveaux crédits diminue, il y aura des défauts (faillites). Or, quand l'endettement augmente, les prêteurs deviennent méfiants et prêtent moins... Notre système est donc par nature instable quand il n'y a trop peu de croissance.

B. Le commerce



Les échanges marchands de biens et services se font par l'intermédiaire de la monnaie. La valeur ajoutée de l'ensemble de ces échanges ("flux 1"), sur un an, représente le Produit Intérieur Brut.

Zone euro en milliards d'euros Source : PLF 2013	PIB selon OCDE	M1	Ratio PIB / M1	M2	M3 ¹	Ratio PIB / M3
2001	7084	2222	3,2	4616	5404	1,3
2011	9421	4786	2	8591	9740	1,0
Tx de croissance moyen	2,9 %	8 %		6,4 %	6,1 %	

Depuis 10 ans, la masse monétaire croît plus vite que le PIB. L'objectif de la BCE, une croissance de 4,5 % de M3, dont 2 % d'inflation, n'a pas été tenu. Pour prendre une image très imparfaite, les billets de banque et assimilés ne changeraient plus de poche que 2 fois par an au lieu de 3,2 fois. Le ratio M1/M3 diminue depuis 1950 : les échanges électroniques facilitent les placements à courte durée.

La [théorie quantitative de la monnaie](#) dit que $M \cdot V = p \cdot q$. A vitesse de circulation V inchangée, une masse monétaire M faible freine les échanges de biens et services (q = production vendue) et fait baisser les prix (p). Au contraire, une masse monétaire importante augmente la demande, génère des pénuries et une hausse des prix (inflation).

En fait, l'argent sert de plus en plus à acheter... de l'argent (voir flux "2" plus loin) ! Une croissance de la masse monétaire supérieure à la croissance de l'économie réelle ne génère pas forcément d'inflation.

¹ La [BCE](#) donne des chiffres légèrement différents : 9500 Md€ fin 2011, 9800 Md€ début 2013. La dette de l'UE17 est passée de 4839 Md€ fin 2001 à 8225 Md€ fin 2011.

Les biens et services sont :

- matériels (objets) ou immatériels (place de cinéma, voyage, gestion, brevets...),
- consommables ou pérennes,
- de type "intermédiaire" (outils, matières premières) ou "final".

Il n'y a aucune valeur objective des biens et services. Leur valeur est subjective, propre à chacun (un accord acheteur/vendeur permet l'échange), et elle évolue dans le temps.

Selon le dogme libéral, il y aurait une certaine homogénéité naturelle des prix résultant d'un équilibre entre l'offre et la demande en un endroit donné, à un instant donné. C'est la loi du marché, qu'il ne faudrait pas fausser autoritairement ("libre-échange"). Les prix sont libres, un prix "exagéré" n'est pas en soi condamnable, le marché concurrentiel le fera baisser.

Cette liberté est cependant encadrée pour éviter les abus de position dominante, les ententes illicites, la publicité mensongère, les ventes à perte, le non respect des normes... Et elle est limitée par des aides, des taxes aux frontières, des barèmes imposés à certaines professions...

Pourquoi cet arsenal juridique si la loi du marché fonctionnait naturellement ? En fait, elle mène les vendeurs les plus faibles à la faillite, à la disparition. Le dogme libéral que défendent les plus forts – alors qu'ils manipulent les marchés – leur permet de se retrouver en situation de monopole et d'échapper à la concurrence !!!

Peut-on parler de fortunes justement gagnées dans cette jungle ?

La croissance du PIB exprimée en euros courants comprend une part d'inflation et une part d'augmentation des échanges de biens et services réels.

L'inflation moyenne n'est qu'un "changement de référentiel". Si prix et salaires évoluent en même temps, elle n'a pas d'impact sur le niveau de vie.

Même sans inflation moyenne, il y a des variations de prix favorables à certains acteurs.

C. La dette des États

Le coût de l'endettement auprès des banques privées n'a pas empêché les États d'y recourir, depuis 1975 - 1ère crise pétrolière -, pour baisser les impôts. Le prétexte démagogique, c'est l'espoir de relancer la croissance pour arriver au plein emploi. La vraie raison, c'est d'enrichir les riches : non seulement ils payent moins d'impôts, mais ils reçoivent un intérêt pour l'argent qu'ils gardent. Et les privatisations que l'État surendetté doit faire sont des occasions de profits...

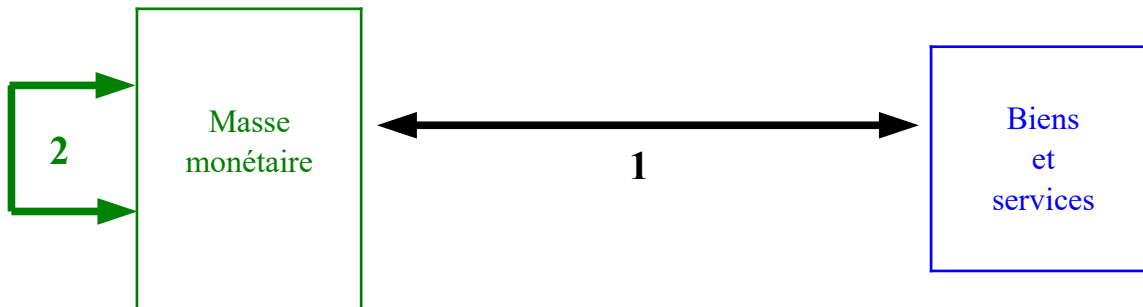
La dette a tellement grossi qu'elle devient quasi impossible à rembourser, et qu'il faut emprunter davantage pour payer les seuls intérêts. Au lieu de dire qu'elle représente 10 ans de recettes fiscales (!), on la minimise en rapportant son seul accroissement annuel au PIB : il ne devrait pas dépasser 3 %... On verra plus loin les solutions pour en sortir.

Tant qu'ils le peuvent, les États volent aussi au secours des banques menacées par les faillites privées (crise des subprimes...). Elles sont "too big to fail", leur chute entraînerait le crash de tout le système.

Les intérêts cumulés qui ont été payés représentent la plus grosse partie de la dette actuelle. C'est de l'argent qui est dans la poche des épargnants (et non pas des banques, qui n'en sont que les comptables) : la dette de l'État et les économies des français (ou d'autres) croissent ensemble...

D. Les flux purement financiers (flux "2")

C'est le domaine de l'épargne, de l'investissement, de la spéculation. Trois mots qui désignent une seule réalité. Fustiger le méchant spéculateur et défendre le gentil épargnant n'est qu'esquive pour ne pas examiner d'un œil objectif et critique le fondement de notre société capitaliste : l'argent rapporte des intérêts.



Placer 100 € à 5 %, c'est acheter la promesse d'avoir 105 € dans un an. C'est acheter... de l'argent. Avec un risque que l'espoir de gain ou même de remboursement du capital ne se réalise pas.

Les banquiers soignent l'habillage pour séduire les candidats épargnants : ils minimisent les risques, taisent les frais. Pour cela, ils rendent les produits complexes : des pages de clauses incompréhensibles. L'épargnant se contentera de quelques slogans publicitaires et de l'avis intéressé de son conseiller.

Quand l'endetté devient surendetté, le risque d'un défaut de paiement augmente. Au lieu d'assumer, on redonne belle apparence aux créances pourries en les ré-emballant. Les traders, tels les héros tout-puissants des jeux vidéos, se refillent en silence des grenades dégoupillées.

Des fonds spéculatifs majoritairement basés aux îles Caïman manipulent les marchés et les cours grâce à des instruments opaques et complexes (titrisation, [produits dérivés](#) tels que les CDO ou les CDS). Loin de lutter contre, la directive européenne sur les Mouvements Financiers entrée en application fin 2007 a permis la création de "black pools".

La spéculation porte aussi sur des matières premières. Ainsi, une cargaison de pétrole change souvent de propriétaire avant d'arriver au consommateur. Dans le schéma, ce sont de faux flux de type "1".

Les vrais échanges de biens et services deviennent ainsi très minoritaires dans l'ensemble des flux financiers. La finance n'est plus au service du commerce, elle tourne en rond sur elle-même comme dans un immense casino où les joueurs s'enrichissent ou font faillite à la vitesse des ordinateurs.¹

E. Les inégalités

En France, les 10 % les plus riches disposent de 60 % du patrimoine total, et les 1 % les plus riches 20 %. Aux USA, ces derniers ont accaparé 33 % des biens. Les inégalités ne cessent d'augmenter.

La concentration de la richesse fait que malgré une masse monétaire totale importante, certains biens nécessaires ne trouvent pas d'acheteurs solvables. On produit alors du superflu pour les riches, vendu à grand renfort de publicité, en laissant les pauvres dans la misère. L'industrie du luxe ne s'est jamais aussi bien portée, le comble est qu'on s'en réjouit !

Quand on souhaite la croissance, est-ce de cette croissance qu'on parle ?

¹ L'engagement brut sur produits dérivés des 4 plus grandes banques françaises (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et BPCE) est de 118 380 Md€ (15 % du total mondial). Dexia avoue 6 % de pertes latentes sur ses 450 Md€. 6 % de 118 380 Md€, c'est 3,5 fois le PIB français ! Voir [le blog d'Olivier Berruyer](#).

Le déjà riche, celui qui a un capital, s'enrichit davantage aux dépens du pauvre endetté qui lui paye des intérêts. Le taux d'intérêt est intrinsèquement inégalitaire.

Si nous voulons réduire les inégalités, ce fondement du capitalisme devra être remis en question.

Pour défendre les inégalités, les économistes expliquaient qu'elles étaient la source de la motivation (faire fortune), de l'audace et donc de la croissance. C'est de plus en plus reconnu comme faux. Et surtout, l'écologie nous impose la décroissance...

On parle d'avis divergents entre la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Angleterre... On détourne ainsi l'attention du vrai champ de bataille : celui où s'affrontent les riches et les pauvres. Trop souvent, les cris de victoire quand un accord a été trouvé saluent la victoire des marchés, des riches épargnants qui vont continuer à pomper à leur avantage le reste de richesse des pauvres endettés.

Après la chute du mur de Berlin, l'URSS est passée du communisme aux pires excès du capitalisme en privatisant, c'est à dire en vendant à bas prix le patrimoine commun au profit d'un petit nombre qu'il faut bien appeler des mafieux.

Certains analysent le système actuel comme le résultat d'une volonté consciente de l'oligarchie dirigeante (banquiers + politiques + investisseurs...) de défendre ses intérêts :

- l'absence d'inflation protège les patrimoines financiers,
- la réduction des impôts profite aux riches,
- l'endettement des États permet aux riches d'encaisser des intérêts.

F. La croissance

Quand on dit que la croissance est de 0 % au 1^{er} trimestre 2012 en France, on parle de croissance du PIB. Chacun a conscience que cet indicateur reflète l'évolution de l'activité économique et non pas celle du bonheur, mais on continue à justifier nombre de décisions par le désir de cette "croissance".

Faire et défaire, c'est encore travailler. La croissance se porte bien quand on fabrique et qu'on jette, quand on pollue et qu'on dépollue, quand on rend malade et qu'on soigne, quand on bombarde et qu'on reconstruit...

Pour produire un maximum, la concurrence incite à la productivité. Pour gagner, il faut être compétitif, c'est à dire parmi les meilleurs. On apprend cela dès l'école. Les moins bons sont jetés (au chômage...). Ne condamnons pas pour autant la productivité. J'ai vu certains travailler lentement pour défendre l'emploi, c'est idiot. Simplement, elle ne devrait pas être tournée que vers le profit financier.

Certains écologistes ont peur du mot décroissance. Ils préfèrent parler d'une croissance autre.

Bien sûr, on peut orienter les activités économiques vers l'écologie : chercher des énergies propres, isoler les habitations... Mais n'est-ce pas fuir une nécessaire remise en cause plus radicale ?

Si l'on ne remet pas en cause le dogme de la croissance, on ne pourra pas changer le cortège d'aberrations qu'il masque.

G. Qu'est-ce qu'un salaire juste ?

Le temps de travail est une mesure qui n'a plus de sens pour un nombre croissant d'emplois. Un informaticien qui met une journée à faire un site internet chez lui a passé des années à se former...

Les lois continuent à s'y référer. Elles sont non seulement complexes (c'est peu dire), mais mathématiquement inapplicables. Voir l'exemple de la [réduction Fillon](#) sur les charges des bas salaires.

Se baser sur le prix de vente du produit du travail est profondément injuste. Il va de 0 (agriculteur qui a plus de charges que de recettes) à des milliards (cas de la réussite de Microsoft, Apple, Facebook...).

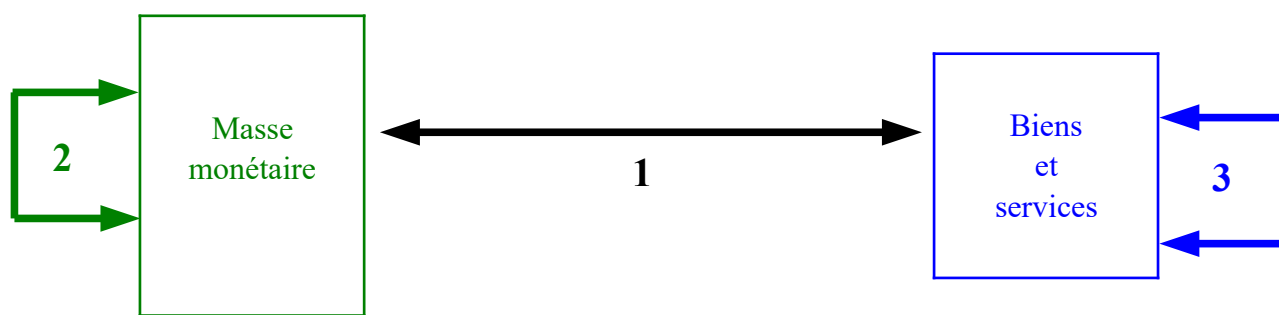
La répartition des fruits d'un travail collectif, entre l'inventeur, les ingénieurs, les ouvriers, les financiers... est également une question sans solution.

Le maquis des charges et minimas sociaux a comme conséquence pratique qu'en France, de 600 à 2200 € de salaire + charges, le revenu mensuel net après impôt est le même : 1050 € par mois. Mais que d'énergies dépensées pour y arriver !

Définir un salaire juste est impossible. Que cette conclusion pose des problèmes qui semblent insurmontables n'enlève rien à son exactitude. C'est un fait, têtue comme tous les faits, qu'il faut prendre en compte.

H. Le troc

C'est tout le domaine des relations non marchandes, des biens et services gratuits (flux "3").



Pour augmenter les profits financiers et les impôts, la société capitaliste tend à rendre payant ce qui pourrait être gratuit. Le recours à des professionnels devient de plus en plus incontournable. On le comprend (quoique...) quand ce sont les produits qui se complexifient : on ne peut plus réparer soi-même sa voiture. Mais la complexité des lois accentue le phénomène : elle aide les conseillers ou intermédiaires en tous genres à s'imposer. Les agences immobilières en sont un bon exemple.

Nous sommes face à un **choix fondamental de société** :

1. Soit nous rendons "tout" payant. Quelles que soient les difficultés pratiques, "l'économie sociale et solidaire" devra alors elle aussi chiffrer et valoriser les services qu'elle rend.
2. Soit nous limitons le domaine du payant aux biens et services dont la consommation doit être régulée, ceux qui sont contingentés ou polluants.

Un bon exemple est celui d'internet et des services informatiques.

Dans le premier cas, on s'efforcera d'installer des péages et de lutter contre le piratage, au motif que c'est le salaire des créateurs qui est en cause, et qu'ils ont le droit de vivre de leur travail.

Dans le second cas, chacun devra avoir de quoi vivre – pas seulement survivre, mais pouvoir exercer ses qualités propres - même si son activité ne génère pas de profit.

Arriver au plein emploi par la croissance du secteur marchand est le paradigme affiché depuis des années. En vain : les gains de productivité permettent de produire toujours plus avec toujours moins d'effectifs. Et l'on arrive à l'épuisement des ressources de la planète (pétrole...).

Poursuivre dans cette impasse, c'est aussi faire feu de tout bois, et encourager les emplois inutiles ou nuisibles autant que les autres : publicité mensongère poussant à la sur-consommation, marketing direct intrusif, vente d'armes, produits de luxe, jeux d'argent, spéculation, tabac...

Il semble que nous n'ayons pas le choix. La route du passé est barrée, il nous faut plonger dans l'inconnu et construire un autre monde où le gratuit se développera aux dépens du payant, où nous ferons confiance à chacun sans lui imposer une rentabilité financière pour avoir des revenus.

I. Au niveau international

Le déficit chronique du commerce extérieur de la France est grave de conséquences. On ne peut pas impunément importer durablement plus qu'on n'exporte. [Chômage et monnaie](#) en fait une analyse intéressante et propose de rétablir un "protectionnisme intelligent"... mais dans une perspective de sortie de crise par la croissance. Une [autre analyse](#) montre que depuis 1993, **croissance = dette = facture énergétique...** de quoi méditer...

En 2011, Obama a difficilement obtenu du congrès une augmentation du plafond de la dette des États-Unis. Idem en 2012, puis en 2013. Que se passera-t-il la prochaine fois, quand le nouveau plafond sera atteint ? Les deux hypothèses (poursuivre la fuite en avant ou l'arrêter) ont des conséquences vertigineuses.

La Chine fait face en 2012 à une bulle immobilière beaucoup plus grosse que celle des subprimes. On a beaucoup construit pour des locataires insolubles, les immeubles neufs restent vides, les prix de l'immobilier chutent.

Oui, la société de consommation vit ses derniers jours

J. L'énergie

Les articles sur le sujet sont plus simples à comprendre que ceux relatifs à la finance. Je me contenterai de deux remarques pour ramener au bon sens face à certains discours.

1. Aucune source d'énergie actuelle n'est satisfaisante. Il n'y a qu'une seule solution écologique : réduire notre consommation d'énergie.

Le **nucléaire** est dangereux, et l'on n'a pas encore trouvé de bonne solution pour les déchets.

L'**éolien** et le **solaire** marchent quand il y a du vent ou du soleil. Il faut des centrales thermiques grosses émettrices de CO₂ (gaz, charbon...) pour compléter.

Pour couvrir les besoins européens, il serait bien de répartir les risques et inconvénients.

D'autres pays (Allemagne, Espagne...) font le choix éolien et solaire + thermique et donc CO₂.

La France est bien placée par sa compétence pour être le pays du nucléaire, qu'il ne faut pas disséminer. Elle pourrait aussi se préparer à faire de l'électricité avec le combustible militaire (plus limité en quantité), quand on aura la sagesse de renoncer aux armes de destruction massive.

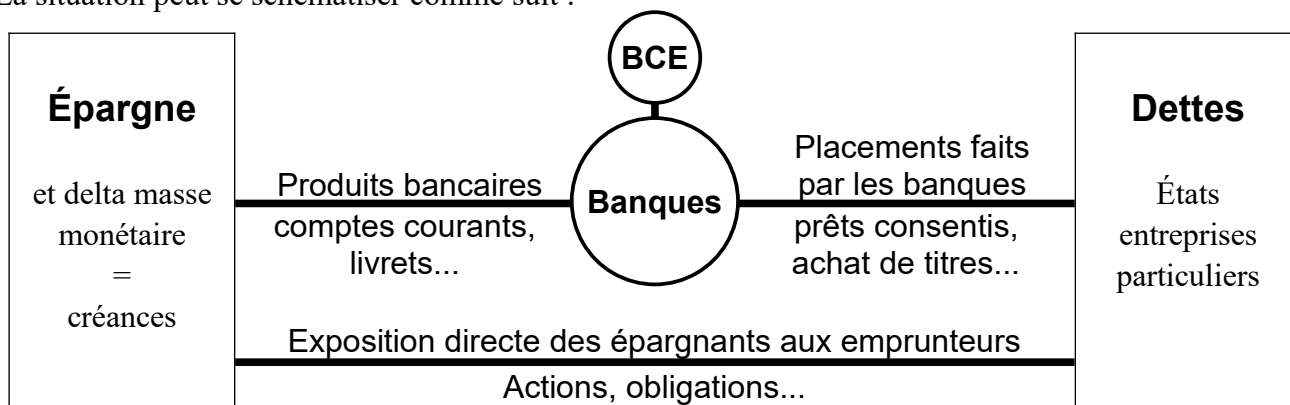
2. Hors abonnement et pour les particuliers, le prix de l'électricité en France est maintenant voisin du prix du fuel, et même moins cher la nuit quand on a un compteur jour / nuit. Un litre du fuel équivaut à 10 kWh, pour ceux qui voudraient vérifier sur leur facture.

Si le fuel devenait plus cher que l'électricité, les chauffages électriques d'appoint se multiplieraient, ce que ne pourrait pas supporter le réseau.

Les prix du fuel et de l'électricité évolueront donc à la hausse de concert, nous obligeant à réduire notre consommation d'énergie.

Comment réduire les dettes souveraines ?

La situation peut se schématiser comme suit :



Les épargnants cherchent des placements sûrs et lucratifs pour accumuler toujours plus. Mais l'augmentation de l'épargne (des uns), c'est l'augmentation de la dette (des autres). On arrive au point où les dettes dépassent la capacité des emprunteurs à rembourser et mettent donc l'épargne en péril.

Quand l'épargnant est exposé directement, il perd simplement sa mise. Quand la banque est exposée, elle peut assumer de "petits" défauts avec ses réserves.

On est bien au-delà de ce fonctionnement "normal", de grosses faillites se succèdent.

Pour éviter l'effondrement du système par effet dominos, les États se mobilisent. Ils rachètent des créances douteuses, s'en portent garants, ou prêtent aux banques en péril.

Ces mesures d'urgence rassurent les marchés, mais permettent aux dettes (et à l'épargne) d'augmenter encore. Comme prévu, les États les uns après les autres (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie et bientôt la France) se trouvent de fait en cessation de paiement. On le masque en faisant jouer la solidarité européenne, en mutualisant les dettes : on recule pour mieux sauter.

La seule solution mathématique est l'annulation des dettes et des créances correspondantes.

Ce serait simple s'il n'y avait que des épargnants exposés directement aux emprunteurs défaillants. Mais pour une part importante (livrets, comptes courants...), l'épargne est garantie par les banques. Le défaut des emprunteurs les rendrait incapables de tenir leurs promesses.

Pour rembourser les dettes, il faut "prendre" l'épargne de toute nature, et pas seulement l'épargne risquée (actions, obligations). Pour rembourser les dettes souveraines, il faut "prendre" environ 50 % de l'épargne. Des États sans dettes pourront alors à nouveau jouer leur rôle de garant du système bancaire (nationalisé ou non, là n'est pas la question).

Comment faire ?

1. Prendre l'épargne par l'**impôt**. C'est une solution pacifique et longue, qui implique la maîtrise de l'évasion fiscale (paradis fiscaux...). En est-il encore temps ?
2. Prendre l'épargne par l'**inflation**. Ce ne serait pas un ajustement, mais un séisme. Les dettes souveraines de l'UE17 sont de 8200 milliards d'euros fin 2011, bien plus que la masse monétaire "M1". L'euro pourrait perdre les deux tiers de sa valeur !
De plus, il est probable que la masse monétaire créée par la BCE pour rembourser les dettes souveraines arrive rapidement dans la poche des (malins) épargnants, qui seront de nouveau face à des emprunteurs insolubles.
3. Reconnaître la **cessation de paiement**. Tout le système financier s'effondre en cascade.

Les solutions 2 & 3 sont finalement semblables. Dans le chaos et faute de réflexion sur un projet alternatif, on pourrait avoir recours à n'importe quel sauveur-dictateur tel que Hitler.

Rêver un impossible rêve

Avant de proposer quelques mesures concrètes pour sortir de la crise, proposons un horizon, tout en sachant que jamais il ne pourra être atteint. Il sera comme une boussole, un guide, un cap.

* * *

Tout le système capitaliste repose sur le prêt à intérêt. Or le taux d'intérêt, par nature exponentiel, assure à l'épargne (et à la dette qui est sa contrepartie) une croissance de plus en plus rapide et sans limite. 1 € placé à 5 % pendant 500 ans devient ainsi 39 milliards... c'est impossible.

C'est à dire que la pratique du prêt à intérêt est intrinsèquement porteuse de ruptures : crises, guerres ou autres séismes deux ou trois fois par siècle.

* * *

**L'horizon que je propose, c'est de vivre sans taux d'intérêt,
et de développer la gratuité de ce qui peut l'être.**

* * *

L'horizon de l'horizon serait-il de vivre sans argent ?

Une société nouvelle en 2030

Il s'agit ici de décrire le fonctionnement à long terme - disons 20 ans - d'une société devenue non (ou moins) capitaliste. Ensuite, nous donnerons des pistes à court et moyen terme pour sortir de la crise.

A. Des États sans dette

Toute dépense ou investissement des États sera financé par l'impôt. Cela veut dire qu'au lieu d'emprunter aux épargnants, l'État prélève ce même argent, qui existe, par l'impôt.

Un exemple, celui des autoroutes. Je préfère payer leur coût comme contribuable plutôt que de le voir majoré des frais financiers et des bénéfices des sociétés qui les gèrent.

Qui plus est, si les péages sont remplacés par un autre impôt (hausse de la TIPP à budget total équivalent...), j'éviterai d'autres frais (mise en place et exploitation de ces péages), et je serai incité à ne pas préférer les nationales gratuites, plus dangereuses et sources de nuisances pour les villages traversés.

Comme **créances des uns = dette des autres**, moins de dette veut dire moins d'épargne. Ne disposant plus que de dettes privées pour s'enrichir, la planète finance aura moins d'importance.

L'impôt deviendra alors clairement un instrument de régulation entre dépenses collectives et dépenses individuelles, et non plus un mal à réduire par tous les moyens.

Bien sûr, un financement par l'impôt des biens collectifs ne veut pas dire choix ou mise en œuvre centralisée, et encore moins augmentation du nombre de fonctionnaires.

B. Un revenu universel de base

L'idée d'un revenu de quelques centaines d'euros par mois donné à chacun, sans conditions, de sa naissance à sa mort, est en train de devenir un projet européen auquel un [site est consacré](#). Voir [mes réflexions](#) sur les questions que posent sa mise en œuvre.

Un dispositif de ce type est indispensable pour que :

- les salariés puissent dire "non" aux emplois qu'ils jugent inutiles ou nuisibles,
- nous soyons libérés du souci du plein emploi par la croissance, avec les aberrations qu'il génère (publicité visant à surconsommer, concurrence exacerbée...),
- la gestion administrative (multiples aides à gérer...) soit simplifiée,
- la sécurité donnée à tous permette d'assouplir les rigidités de la fonction publique.

On aura beaucoup moins d'emplois salariés, mais tenus par des personnes plus motivées, plus compétentes. Les personnes se contentant du revenu de base seront les témoins crédibles que la tempérance solidaire est possible.

Le revenu de base est la conséquence normale du progrès : les gains de productivité libèrent l'homme du travail.

C. Moins d'écart entre riches et pauvres

On commence à entendre des politiques de gauche préconisant une échelle des salaires limitée à un rapport 1 à 20, ou un salaire maximal de 360 000 € par an. Sur le fond, j'y adhère, mais je pense qu'agir a posteriori par l'impôt est plus réaliste et plus respectueux des libertés.

Les impôts seront fortement progressifs, autant sur les revenus que sur le patrimoine.

Les droits de succession seront très élevés pour ce qui dépasse la valeur d'un logement moyen, jusqu'à frôler les 100 % pour les grosses fortunes. Le décès est en effet le meilleur moment pour remettre en cause les patrimoines indécents.

D. Développer la gratuité

Les biens et services pour lesquels il n'y a pas de risque de sur consommation seront gratuits. Encore un coup dur pour la planète finance, qui verra lui échapper une grande part de l'activité !

Cela vise en particulier les droits d'auteur et les brevets, qui constituent une appropriation par quelques-uns (les créateurs ou plus souvent leurs financiers ou leurs descendants) de ce qui est le patrimoine culturel et technique de toute l'humanité.

Le droit à la copie facilitera la normalisation des pièces détachées et des consommables, limitant l'immense gâchis qui résulte d'une diversité techniquement injustifiée (exemple : il y a des milliers de modèles de cartouches d'encre. On jette d'énormes stocks obsolètes de ce produit très polluant).

L'innovation ne permettra plus de faire fortune, elle sera portée par d'autres valeurs que l'argent : la beauté, l'utilité sociale, la passion pour la science...

E. Inciter à la tempérance écologique

La publicité est mensongère, ou au minimum suspecte de partialité. Elle crée un climat de méfiance "tous intéressés, tous pourris" désolant. Elle pousse à sur-consommer. Elle n'existera plus, elle sera remplacée par une information objective des consommateurs incitant à la tempérance.

Les non-événements publicitaires que sont le festival de Cannes, Roland-Garros, l'Euro 2012, les jeux olympiques... sont le support de pots de vin légaux (invitations de VIP) et seront profondément transformés.

Les cartes de fidélité seront supprimées, les rabais racoleurs interdits. Cela n'empêche pas de réduire le prix d'un produit, mais en disant pourquoi : date de péremption proche, sur stock, défaut...

Les doublons créés artificiellement pour développer la concurrence seront supprimés. Par exemple, avoir 4 réseaux de téléphones mobiles (4 antennes au lieu d'une...) est un gros gâchis.

F. Simplifier le maquis législatif et réglementaire

Avec le revenu universel, un frein important à la simplification disparaîtra : celui de craindre la perte des emplois nécessaires pour gérer la complexité.

Les niches fiscales disparaîtront. Les primes des fonctionnaires seront supprimées pour rendre les salaires transparents et compréhensibles.

Sortir de la crise aujourd'hui

A. Réduire puis annuler la dette

Il faut trouver 2000 milliards pour que l'État français rembourse toute sa dette. Cela veut dire réduire l'épargne des français de 2000 milliards (puisque **épargne des uns = dette des autres**).

Si l'on vise essentiellement les 10 % des français les plus riches avec des impôts fortement progressifs (sur les revenus, sur les patrimoines et avec les droits de succession), cela semble possible sans drame social : ils possèdent 6 000 milliards sur un patrimoine total de 10 000 milliards (dont 60 % de biens physiques et 40 % de biens financiers). Il faudra bien sûr du temps : 20 ans ? Le site <http://www.revolution-fiscale.fr/> constitue une excellente base de réflexion sur l'effet de différents barèmes d'impôts sur les revenus.

Certains vont dire : c'est du vol, cet argent a été acquis légalement. Le 7^{ème} commandement biblique, "tu ne voleras pas", a été effectivement utilisé pour justifier le droit absolu de propriété de certains alors que d'autres manquaient du nécessaire.

Ce commandement est à comprendre comme le droit à la propriété privée pour tous. La trop grande richesse des uns prive les autres de ce droit, et c'est cela qui constitue un vol. Changer ainsi de culture sera long...

B. Supprimer les paradis fiscaux

C'est évidemment essentiel pour éviter l'évasion fiscale. C'est la tâche première et majeure de nos politiques, elle conditionne l'instauration de barèmes fiscaux permettant de réduire la dette.

Attention de ne pas se méprendre sur le terme "paradis fiscaux". Il n'y a pas certains pays qui abusent et d'autres pas. C'est l'ensemble des disparités fiscales, réglementaires et sociales qui est à réduire.

C'est un chantier long et difficile qui doit bénéficier d'une priorité absolue. Il serait facilité si l'État était autorisé à interconnecter davantage ses fichiers informatiques (ceux de l'état civil, des impôts, des prestations sociales, des immeubles, des véhicules...). S'il n'est pas associé à un devoir de transparence, le droit à une vie privée discrète, comme le secret militaire, devient un moyen de cacher des turpitudes.

Il ne s'agit pas de quitter l'Europe, mais de profiter de l'Europe pour agir ensemble. La simple annonce d'une volonté ferme d'aller vers la suppression de toutes les formes de dumping incitera les acteurs à ne plus rechercher des avantages qu'ils sauront appelés à disparaître.

L'augmentation du prix des transports et le rétablissement de barrières douanières favoriseront une production orientée vers la satisfaction des besoins locaux.

C. Limiter la spéculation

Le taux d'usure, actuellement proche de 20 % pour la consommation courante, sera fortement réduit : il vaut mieux refuser un prêt risqué que d'amener son "bénéficiaire" au surendettement.

Les transactions financières (ou les bénéfices sur les transactions court terme) seront taxées pour remplacer la spéculation par des placements à moyen / long terme, leur anonymat sera interdit.

D. Mise en place du revenu universel de base

Tant que la réduction de la dette n'aura pas été significativement amorcée, il ne pourra être mis en place que pour simplifier les systèmes d'aide existants sans les augmenter significativement. En effet :

- L'urgence est de sortir de la zone de risque d'une crise majeure, et donc de réduire la dette et les intérêts qu'elle coûte. On ne peut pas "prendre aux riches" trop brutalement.
- Le niveau des aides est plus élevé en France que dans la plupart des autres pays européens. Une harmonisation rapide par le haut n'est pas possible.

Et aussi, on ne peut pas augmenter la consommation pour des raisons écologiques.

E. Freiner la publicité

C'est un chantier essentiel mais délicat. Il ne s'agit pas d'interdire brutalement, mais d'inciter les producteurs et consommateurs, avec un objectif ambitieux de décroissance du chiffre d'affaires de la publicité. Voici quelques pistes.

La notion de publicité mensongère pourrait être étendue aux messages sans contenus informatifs ou contradictoires (quand les clauses en petites lettres annulent l'effet de l'annonce), et aux démarches racoleuses ("vous avez gagné"...).

La publicité pourrait être plus lourdement taxée. Les aides de l'État aux médias contenant de la publicité pourraient être supprimées.

Il y a déjà des interdictions (publicité sur l'alcool, le tabac...). Elles pourraient être étendues : jeux d'argent, paris, alimentation trop sucrée ou salée, voitures polluantes...

Les interdictions municipales de panneaux publicitaires pourraient être encouragées.

Les démarches intrusives (centres d'appels, courriers, tracts publicitaires...) pourraient n'être permises qu'avec l'accord explicite des destinataires (mention sur les boîtes aux lettres, choix lié aux abonnements téléphoniques...).

Une information sur les alternatives gratuites aux solutions payantes (logiciels libres...) et sur les comportements écologiques ou tempérants (incitation à ne pas acheter) pourrait être développée.

Un étiquetage "sans publicité" signalerait les produits dont le prix ne comporte que peu de frais publicitaires ou marketings. Les seuils seraient définis par natures de produits pour qu'ils soient significatifs.

Les emballages écologiques seraient aussi repérés, avec un critère de sobriété publicitaire.

Conclusion

Autant les principes que les mesures proposés ici sont révolutionnaires, à l'opposé de nos habitudes. Il sera difficile de convaincre une majorité de l'opinion qu'elles sont la seule issue pour éviter le chaos.

On me dit par exemple qu'il faut bien payer les investisseurs des risques qu'ils prennent, on a besoin d'eux. Et donc qu'on ne peut que garder le système actuel... et périr avec lui !

Il faut inverser le raisonnement pour **bâtir des mécanismes financiers au service de ce que nous voulons**, et non pas nous laisser entraîner par eux vers ce que nous ne voulons pas.

Le mensonge politique permanent, largement retransmis par les médias, accentue cette difficulté.

Il est donc probable qu'on laisse la dette augmenter encore, et que nous nous retrouvions dans la situation de la Grèce. Il faudra baisser les retraites, les salaires des fonctionnaires, et regarder, consternés et impuissants, les créanciers vampiriser notre patrimoine.

Séparer les banques de dépôts et les banques d'affaires, comme le souhaitent certains, pourrait être un moyen de limiter la casse en préservant les dépôts ? Ce n'est pas sûr...

Dans la tourmente, il sera utile d'avoir une vision : où voulons-nous aller ? Cette vision n'évitera pas les sacrifices, mais elle pourra infléchir la manière de les vivre.

Par exemple, s'il faut réduire les salaires des fonctionnaires, le désir de plus de transparence et de simplicité nous fera commencer par supprimer leurs primes.

* * *

Ce document traite essentiellement de la situation dans le monde occidental. Si l'on prend en compte la situation internationale, on peut se demander si ce qui nous arrive n'est pas que nous sommes poussés là où nous aurions voulu ne pas aller : vers la convergence des niveaux de vie partout dans le monde. Et comme les ressources de la planète sont limitées, cette convergence ne peut pas se faire par le haut.

- 500 millions de travailleurs gagnent 135 \$ par jour (OCDE),
- 1100 millions de travailleurs gagnent 12 \$ par jour (pays émergents),
- 1300 millions de paysans gagnent 1 à 2 \$ par jour dans le reste du monde.

* * *

Après l'échec du communisme et de bien d'autres, il faut remplacer le capitalisme. Mais aucun "isme" ne sera en soi la bonne solution. Un nouveau système ne portera de fruits que s'il aide à un changement humain : changer non pas le capitalisme, mais nos mentalités de capitalistes.

Espérer guérir notre avidité malade par l'argent serait paradoxal. Si le revenu universel suscite l'intérêt de ceux qui pensent y trouver un avantage pour eux-mêmes, il sera un échec.

* * *

Notre niveau de vie (au sens du PIB) va baisser. A nous de faire en sorte que notre bonheur de vivre croisse.

Annexe 1 : la Théorie Relative de la Monnaie (TRM 2.0 de Stéphane Laborde)

Le livre de Stéphane Laborde, préfacé par Yoland Bresson, rencontre un certain succès sur le web. Un [article de Stan Jourdan](#) en fait une analyse comparative avec trois autres courants de pensée marginaux, les néo-chartalistes, les autrichiens, et les « monétaristes de marché ».

La TRM remplace la création monétaire par les banques (argent dette, réserves fractionnaires) par la distribution d'un revenu à chacun, de sa naissance à sa mort. Ce revenu est le même pour tous, ce qui veut dire une harmonisation rapide des minimas sociaux en Europe (pages 112-113).

Le niveau annuel de cette distribution, de l'ordre de 5 % de la masse monétaire en circulation, assure :

- une justice "spatiale" et non un avantage à certains acteurs privilégiés (les banques),
- et une justice temporelle puisque les revenus distribués pendant une vie (80 ans) sont bien supérieurs à ceux qui préexistent lors de la naissance d'une personne (98 % contre 2%).

L'allusion à la théorie de la relativité pour dire cette double justice est pour le moins exagérée.

Cette monnaie est un instrument d'échange et non pas une réserve de valeur (page 90). Pour éviter les faillites, un taux d'intérêt supérieur au taux de croissance de la masse monétaire est interdit (pages 114-117). La valeur intrinsèquement fondante de cette monnaie expansionniste encourage sa circulation et permet de payer dettes + intérêts (page 140).

Voici quelques remarques et réserves :

1. La TRM traite d'un aspect de l'économie, celui de la création monétaire. Elle ne suffit pas pour réduire les inégalités. Sauf à utiliser l'impôt, celui qui a un gros patrimoine immobilier verra sa valeur progresser avec l'inflation et le léguera à ses enfants.
2. La TRM est fondée sur une exponentielle. Au rythme de 5 % par an, la masse monétaire est multipliée par 50 au bout de 80 ans, et par 39 milliards au bout de 500 ans.
On peut bien sûr corriger l'aberration mathématique en revalorisant de temps en temps l'unité monétaire, comme on l'a fait en 1958 en passant aux "nouveaux francs".
Je vois l'intérêt de faire décroître la valeur du capital financier au fil du temps, mais il est paradoxal d'utiliser une exponentielle alors que nous devons convertir nos mentalités pour passer d'un objectif de croissance à un objectif de partage.
3. Il est affirmé que *"l'énorme valeur non monétisée a pour fonction d'appeler à une énorme création monétaire"* (page 81). La TRM ne vise pas la suppression des droits d'auteur et brevets, elle laisse le choix entre une création libre de droits et une création propriétaire (pages 158-160). Mon choix est le développement du gratuit.
4. 5 % de la masse monétaire M3, c'est 470 milliards par an pour 332 millions d'européens, soit 118 € par mois et par personne. C'est très faible. La plus grosse part d'un Revenu de Base ne peut être financée que par l'impôt (redistribution).
5. Voir le [manifeste des économistes déterrés](#) (40 pages, Gérard Foucher, juin 2013) qui va dans le même sens avec la QE4People (Quantitative Easing for People) ?

Annexe 2 : comprendre la création monétaire par le bilan d'une banque

Actif	= Passif (= actif des prêteurs)
Immobilisations	Fonds propres + résultats
Stocks	Provisions
Créances (prêts accordés par la banque) : - Créances à long terme - Créances à court terme	Produits financiers à long terme émis par la banque
Trésorerie : Comptes courants auprès de la BCE ("M0") et d'autres banques Billets et pièces ("M0")	Autres dettes = masse monétaire "M3" : Dépôts des clients : - OPCVM monétaires ("M3") - Comptes d'épargne ("M2") - Comptes courants ("M1") Emprunts contractés auprès de la BCE ("M0")

Les billets et les comptes courants

Il y a création monétaire (masse dite "M0") quand la BCE prête (à partir de rien) à une banque. Cet argent peut circuler partout, sous forme de billets et pièces ou d'écritures dans les comptes.

Il y a destruction de monnaie quand cette somme est remboursée.

Il y a création monétaire (masse dite "M1") quand la banque prête à un client. La somme est portée à l'actif (créance) et au passif (compte courant du client) du bilan de la banque. Mis à la disposition du client sur son compte, cet argent peut circuler partout et immédiatement (parfaite liquidité).

Cet argent est également détruit lors du remboursement.

Cette création monétaire par les banques privées peut être dix fois supérieure à celle de la BCE et n'est donc que très partiellement garantie par celle-ci. Mais c'est normalement suffisant : quand l'argent passe du compte bancaire d'un client au compte bancaire d'un autre client, il reste dans le circuit bancaire. Tous les déposants ne demandent pas en même temps la transformation des dépôts en billets.

L'argent en dépôt correspond partiellement à la trésorerie de la banque, et majoritairement à des créances. Le risque qu'une créance ne soit pas remboursée est couvert par les fonds propres et les provisions, qui doivent être suffisamment importants pour que la banque ne risque pas la faillite.

La caution des États – ils acceptent l'euro comme moyen de paiement des impôts et soutiennent les banques en difficulté – assure la fiabilité et l'universalité de cette monnaie.

L'intérêt

En prêtant à intérêt, la BCE et les banques exigent des remboursements supérieurs à l'argent qu'elles ont créé. Le système ne fonctionne que parce qu'il y a une création monétaire continue et croissante.

Les nouveaux prêts génèrent de quoi payer les intérêts des anciens.

Les intérêts perçus par les banques servent à :

- couvrir les frais (salaires...) qui ne seraient pas facturés autrement (frais de tenue de compte...);

- constituer un bénéfice. Les bénéfices non distribués aux actionnaires augmentent les fonds propres. Ceux-ci permettent à la banque de prêter davantage ou d'éponger des pertes.

La création monétaire peut être comparée à un cycliste qui tombe s'il s'arrête... et qui monte un col à pente de plus en plus forte ! Un jour, il tombera.

Les masses monétaires "M2", "M3"...

Si l'argent créé est placé sur des comptes qui rapportent un intérêt, tels les livrets A, sa liquidité n'est pas la même, il y a un délai pour en disposer. Il fait partie de la masse monétaire dite "M2".

Les OPCVM monétaires ont une valeur en euro assez sûre mais sont encore moins disponibles ; elles font partie de la masse "M3".

Au-delà (plus haut dans le passif du bilan), les produits financiers plus rémunérateurs mais plus risqués sont de même nature que de la monnaie, mais de moins bonne qualité : la banque émettrice ne s'engage pas sur une valeur assurée en euros et une disponibilité immédiate.

Les provisions et les fonds propres, enfin, ont la valeur la moins assurée et la liquidité la plus faible. En cas de faillite, les actionnaires passent après les autres créanciers.

L'ensemble du passif du bilan d'une banque est la face "dettes"
d'une masse monétaire
dont la face "créances" est l'actif.

Où s'arrêtent les "vrais euros" et où commence la "monnaie" trop risquée et trop peu liquide pour être reconnue comme telle ? La frontière n'est pas claire. Même ce qui est présenté comme sans risque côté passif (les comptes courants) est gagé par des créances incertaines côté actif...

Création monétaire par des acteurs non banquiers

Toute personne physique ou morale qui signe une reconnaissance de dette, tel un casino donnant des jetons, crée de la "monnaie". Mais cette "monnaie" n'a pas le même niveau de crédibilité et ne peut pas circuler aussi facilement que les "vrais euros". On ne la compte pas dans la "masse monétaire".

L'or est-il une monnaie ?

En achetant de l'or, une banque augmente son actif (stocks), et son passif (compte courant du vendeur). Elle crée de la monnaie M1. Si elle en vend à un particulier, elle détruit de la monnaie M1. Mais c'est vrai de n'importe quel achat porté à son actif. L'or n'a aucune qualité particulière.

Hors bilan

Certaines opérations, par exemple incertaines, sont portées en hors bilan : autorisations de découverts, garanties, opérations de marché du type swaps ou opérations à terme...

Un bilan rassurant peut donc cacher une situation fragile.

Le hors bilan s'est beaucoup développé depuis 1980. Les banques espagnoles ont abusé de la titrisation pour prêter (et donc créer de la monnaie) sans limites dans l'immobilier. Elles se sont retrouvées en faillite.

Annexe 4 : objections

Ce qui précède bouscule les paradigmes des théories économiques, les fondements de notre rapport à l'argent. Il n'est pas étonnant qu'il y ait des résistances. Chez les économistes, elles s'habillent en raisonnements logiques d'autant plus difficiles à réfuter qu'ils font appels à des notions complexes dont ils sont les spécialistes.

Voici quelques exemples.

Monopole public de la création de monnaie ("100 % money")

Retirer aux banques leur pouvoir de création monétaire pour le rendre aux États serait une voie facile de salut. C'est la proposition d'un groupe d'économistes de l'université de Chicago associé à Irving Fisher (1930).

Les établissements financiers seraient contraints de détenir des réserves auprès de leurs banques centrales égales à 100 % de leurs comptes-courants, par opposition au régime des réserves fractionnaires. La sécurité des comptes-courants serait parfaite, ce serait un gros avantage.

La création de monnaie (masse M1) se ferait en créditant les comptes des trésors publics, et non plus ceux des banques.

Il est vrai que si cette mesure avait été prise avant la croissance des dettes souveraines, les États n'auraient pas eu d'intérêts à payer aux épargnants (via les banques) et leur dette serait aujourd'hui faible.

Mais cela ne veut pas dire que l'on peut revenir en arrière.

Si la création monétaire future était faite ainsi à partir d'aujourd'hui, elle représenterait effectivement une ressource pour les États. Mais elle serait faible : M1 n'est que de 4500 Md€ pour l'eurozone (voir [wikipédia](#)), 5 % de création monétaire ne représenteraient que 225 Md€... Pas de quoi rembourser 10000 Md€ de dettes souveraines !

Évidemment, ce serait une ressource en moins pour les banques de dépôts qui devraient facturer plus cher leurs services (chèques payants...).

Cette idée rejoint la notion de monnaie permanente qui pourrait remplacer la monnaie d'endettement (voir site [chômage et monnaie, fiche n°6](#)).

La "monnaie dette" est de durée de vie limitée. Elle est un prêt qui rapporte un intérêt et doit être remboursé à échéance.

La monnaie permanente est en fait de même nature. Simplement, la durée du prêt est infinie et le taux d'intérêt nul.

Quelle que soit sa forme, la création monétaire ne peut pas nous sortir d'un endettement monstrueux.

Un budget avec 0 déficit serait impraticable

Les fiches techniques du site [chômage et monnaie](#) sont claires, très intéressantes pour comprendre la monnaie. Une [fiche de mai 2012](#) explique pourquoi un budget avec un déficit 0 serait impraticable.

En effet, une croissance de la masse monétaire est nécessaire pour financer la croissance de l'activité et payer le déficit commercial. Comme masse monétaire = dette, quelqu'un doit s'endetter.

Les ménages français sont structurellement épargnants, pas question de les pousser à s'endetter. En temps de crise, les entreprises ont tendance à se désendetter. Il ne reste donc que l'État si l'on veut éviter la récession.

Conclusion : *la seule politique raisonnable est de continuer à s'endetter jusqu'à ce que la croissance revienne*. Cherchez l'erreur !

1. Ce ne sont pas les ménages moyens dont l'épargne augmente, mais celle des 1 % les plus riches. Raisonner en niveau de vie moyen, c'est reprendre sous une autre forme la théorie du ruissellement : l'enrichissement des riches profiterait à tous.
2. En l'absence de croissance (impératif écologique), il n'y a aucune raison d'encourager ou de subir une augmentation de l'épargne. L'argent n'a pas vocation à être capitalisé, mais à servir de support aux échanges.

A. Vrais préjugés et faux axiomes

Voici une liste de paradigmes à déboulonner (de nos têtes à nous pour commencer !). Ils sont comme des axiomes qui servent à prouver que tout vrai changement est impossible.

- Le **plein emploi** dans le domaine marchand est encore possible.
- La **croissance** (repeinte en vert) nous y mènera.
- L'État doit s'endetter davantage pour **stimuler la croissance**.
- La **dette souveraine** est un faux problème, pas besoin de la rembourser.
- La croissance moyenne (du PIB...) profite à tous. C'est la théorie du "**ruissellement**".
- C'est la **faute aux banquiers** (ou à d'autres affreux). C'est à eux de payer.
- On ne manque pas d'argent, **il suffit d'en créer**.
- On paye **trop d'impôts**. L'ISF et des droits de succession sont de mauvais impôts.
- L'État **dépense trop**, il faut privatiser.
- Ceux qui gagnent beaucoup d'argent sont des **bienfaiteurs, ils créent des emplois...**
- Un **impôt confiscatoire** serait contraire à la liberté.
- La **défense des intérêts individuels** (statut protégé de ceux qui ont un emploi...) est bonne pour tous.
- Le Revenu de Base va **augmenter le pouvoir d'achat** du français moyen.

Le mensonge est partout, insidieux. L'illusion démagogique, c'est à dite l'euthanasie des consciences, est le plus sûr moyen de torpiller toute volonté de changement.

Les milliardaires s'enrichissent malgré la crise (+17 % en 2012), et on s'étonne. Mais c'est eux qui pompent la richesse à leur profit ! S'ils ne sont pas lourdement taxés, cela va continuer.

Le vrai combat, c'est celui de la redistribution. De la réduction de l'écart entre riches et pauvres. De la solidarité.

De la tempérance aussi.